



## DELIBERATION N°324\_DE 25112025

Conseil d'Administration du 25 novembre 2025

### **Avenant à convention de mutualisation des moyens et des coûts, relative à la mission de référent déontologue, laïcité, signalement d'alerte.**

#### ***Le Centre Départemental de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Pyrénées-Orientales,***

Le 25 novembre deux-mille-vingt-cinq à 10 heures au CDG66, 35 bd St Assiscle-Centre Del Món salle de conférence - 66000 PERPIGNAN, se sont réunis les membres du Conseil d'Administration, dûment convoqués le 14 novembre 2025 sous la présidence de M. Robert GARRABÉ,

#### **-Nombre d'administrateurs titulaires en exercice : 28**

-Nombre de membres présents : 12

-Nombre de membres votants : 17

#### Membres titulaires du Conseil d'administration :

##### ***Présents***

##### *Collège des communes affiliées*

##### *Titulaires :*

M. Robert GARRABÉ, Président

M. CALVET Guy, M. PLA Raymond, M. VILA Jean, M. TAHOCES Antoine, Mme COSTA Marie, M. REMEDI Bernard, M. PIQUET Philippe.

##### *Collège des établissements affiliés*

M. PUIG Louis, M. PUGINIER Jean suppléant de M. LOPEZ Jean-Jacques,

##### *Collège spécifique des adhérents au socle commun (art23 – LOI 84-53 modifiée)*

Mme BACH Marie, M. RALLO François.

##### ***Absents excusés***

##### *Collège des communes affiliées*

M. BILLES Jean-Paul, M. PORTEIX Yves, M. NIFOSI Christian, Mme GARCIA-VIDAL Madeleine, M. CHAMBON Jean-Louis, M. GALAN Bruno, M. PAILLES Roger, M. THIBAUT Jean-Jacques, M. SOLE Jean-Michel, M. GARSAU Jacques, M. OLIVE Robert

##### *Collège des établissements affiliés*

M. ROQUE Jean, M. LOPEZ Jean-Jacques,

##### *Collège spécifique des adhérents au socle commun (art 23 IV – loi 84-53 modifiée)*

M. DUSSAUBAT François (*Perpignan*), Mme ROLLAND Martine (*SDIS66*), M. LACAPERRE Rémi (*CD*), Mme SADOURNY Marie-Pierre (*CD*).

##### ***Représentés ayant donné pouvoir***

Mme ROLLAND Martine à M. Robert GARRABÉ

M. PAILLES Roger à M. PLA Raymond

M. NIFOSI Christian à M. PUIG Louis

M. GARSAU Jacques à M. TAHOCES Antoine

M. SOLE Jean-Michel à M. CALVET Guy

##### ***Personnalités invitées***

M. Clément STOLBOWSKY, Directeur Général des Services du Centre de Gestion 66

M. Nasser AFIF, Directeur du pôle Administration générale, expertise juridique, accompagnement statutaire

Mme Anne-Sophie DEVEAUX, Conseillère aux décideurs locaux



## DELIBERATION N°324\_DE 25112025

### Conseil d'Administration du 25 novembre 2025

#### Le Conseil d'administration,

**Vu** le code général des collectivités territoriales (*CGCT*),  
**Vu** le code général de la fonction publique (*CGFP*), notamment les articles L 124-2, L124-3, L452-38 et L 452-39,  
**Vu** la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique,  
**Vu** le décret n° 2022-1284 du 03 octobre 2022 relatif aux procédures de recueil et de traitement des signalements émis par les lanceurs d'alerte,  
**Vu** le décret n°2017-519 du 10 avril 2017 relatif au référent déontologue dans la fonction publique,  
**Vu** la circulaire de la ministre de la Fonction Publique du 15 mars 2017 (*RDF1708728C*) relative au respect du principe de laïcité dans la fonction publique,  
**Vu** la délibération n°275 DE\_04072024 du 04 juillet 2024 relative à la convention de mutualisation des moyens et des coûts, relative à la mission de référent déontologue, laïcité, signalement et d'alerte,  
**Vu** l'avenant annexé à la présente délibération,  
**Vu** le rapport présenté au Conseil d'administration.

**Considérant** que dans le cadre de la coordination régionale et en vue d'optimiser la mutualisation des moyens, le CDG66 a, par délibération N°275\_DE 04072024 du 04 juillet 2024, adhéré à la convention relative à la mutualisation des moyens et des coûts afférents à la mission de « référent déontologue »,  
**Considérant** que le CDG66 a intégré le dispositif porté par le CDG de l'Ariège (*CDG09*) à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2024,

**Considérant** que la participation financière annuelle de chaque CDG adhérent est déterminée en fonction des frais de fonctionnement engagés par le CDG09,

**Considérant** que pour l'année 2025, des frais de fonctionnement supplémentaires liés à l'acquisition, par le CDG09, de logiciels nécessaires à la bonne exécution de la mission s'ajoutent aux éléments prise en compte dans le calcul de la participation financière de chaque CDG adhérent,

**Considérant** la participation financière 2025 pour le CDG66 d'un montant de 410.07€.

#### Après en avoir délibéré,

#### DECIDE DE :

##### Article 1 :

- **Adopter** l'avenant à la convention relative à la mutualisation des moyens et des coûts afférents à la mission de « référent déontologue », tel qu'annexé à la délibération.

##### Article 2 :

- **Autoriser** le paiement supplémentaire relatif à la mise en œuvre de l'avenant annexé à la présente délibération pour l'année 2025 d'un montant de 410.07€.

**Article 3 :**

- **Autoriser** le Président à signer l'avenant correspondant ainsi que tout document afférent à sa mise en œuvre.

**Article 4 :**

- **Préciser** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget, chapitre 011.

Adopté à l'unanimité des membres présents ou représentés,

*Pour extrait conforme au registre des délibérations du Conseil d'Administration.*

PERPIGNAN, le 25 novembre 2025

Le Président du Centre de Gestion  
de la Fonction Publique Territoriale  
des Pyrénées-Orientales,

  
**Robert GARRABE**

*Le Président :*

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège du CDG66  
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

- Transmis au représentant de l'Etat le : 27.11.25